MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

Pretoria, le 1er août 2025

Ambassade de France en Afrique du Sud
Service économique régional de Pretoria

Affaire suivie par A. Moisson, N. Viossat

AFRIQUE AUSTRALE

Tarifs douaniers américains : le couperet tombe sur l'Afrique du Sud (30%), un sursis relatif pour les autres pays de la zone (15%)

Quatre mois après le choc des annonces du « liberation day », la Maison Blanche a mis à exécution ses menaces commerciales pour une liste de 69 pays le 1er août. Dans un délai de sept jours, ces importations seront taxées sur la base de tariffs présentés comme « réciproques » mais qui traduisent surtout l'état des rapports de force commerciaux et diplomatiques entre ces pays et l'adminsitration américaine. Malgré une attitude constructive et des propositions concrètes, l'Afrique du Sud n'a pas obtenu de rabais par rapport au taux annoncé en avril (30%). L'hostilité de l'administration Trump vis-à-vis de Pretoria dépasse largement les sujets commerciaux, ce qui explique une attitude particulièrement fermée lors des négociations. S'agissant de son deuxième partenaire commercial, le gouvernement sud-africain craint un impact important sur ses secteurs agricole et automobile. Le gouverneur de la Banque centrale et le ministre des Finances Enoch Godongwana évoquent 100 000 emplois qui pourraient être détruits suite à cette annonce. La plupart des autres pays d'Afrique australe s'en tirent à moindre frais et obtiennent un taux de 15%, qui semble être celui attribué par défaut à de nombreux pays pour lesquels l'adminsitration Trump n'aurait pas jugé prioritaire d'engager des négociations substantielles. C'est notamment une bonne nouvelle pour le Lesotho, qui était intialement menacé de 50% de droits de douane, alors que son secteur textile dépend grandement du marché américain (157 M USD en 2023).

Malgré une approche constructive, le gouvernement sud-africain s'est heurté à l'hostilité de Donald Trump

Au cours des derniers mois, l'Afrique du Sud a fait plusieurs propositions concrètes, toutes rejetées par l'administration Trump. La tentative de relance du dialogue bilatéral avait été initiée par le Président Ramaphosa en personne, lors de sa visite à la Maison Blanche le 21 mai. Malgré l'hostilité apparente de son hôte, le Président sud-africain avait affiché une attitude positive, signifiant sa volonté de relancer la relation bilatérale tout en démontrant le caractère erroné des accusations de « génocide blanc » relayées par l'administration américaine. Par la suite, des contacts réguliers ont été maintenus par l'ambassade américaine avec les ministères sud-africains et des propositions concrètes ont été proposées à Washington suite à ces discussions. Plusieurs propositions ont été successivement transmises, la dernière version ayant été publiée par le ministère sud-africain du commerce et de l'industrie (DTIC) le 29 juillet. Dans le domaine énergétique, le gouvernement sud-africain proposait des engagements d'achat de 75 à 100 pétajoules de gaz naturel liquéfié (GNL) sur 10 ans, pour près de 12 Mds USD. Dans le domaine agricole, il était proposé une simplification des procédures sanitaires dans le but d'augmenter les exportations américaines de volaille jusqu'à 91 M USD et une ouverture possible du marché des myrtilles. Des engagements d'investissements de 3,3 Mds USD auraient également été annoncés de la part des entreprises sud-africaines aux Etats-Unis, principalement dans les secteurs des mines, des produits pharmaceutiques et de l'agriculture. Pretoria espérait obtenir des exemptions pour certaines catégories de produits, notamment les navires, les produits agricoles aux cycles saisonniers inversés (agrumes) et les PME[i]. Selon le DTIC, les discussions se sont poursuivies jusqu'au dernier moment avec les négociateurs américains, eux-mêmes n'ayant pas de visibilité sur la décision finale qui aurait finalement été prise par la Maison Blanche.

Le rejet de l'administration Trump traduit son hostilité vis-à-vis de l'Afrique du Sud, ciblée pour son positionnement politique et diplomatique. Le raidissement de la position américaine vis-à-vis de Pretoria est illustré par l'adoption, le 23 juillet dernier, par la Chambre des représentants d'un projet de loi (***U.S.-South Africa Bilateral Relations Review Act***) visant à réévaluer la relation bilatérale en raison de désaccords croissants sur la politique étrangère[ii]. Dans le domaine économique, l'un des principaux griefs de l'administration américaine concerne les politiques de ***black economic empowerment*** **(BEE)**, assimilées à de la discrimination positive, et donc à des politiques de diversité et inclusion. Bien que souvent critiqué pour ses dérives, favorisant la recherche de rente au détriment de la réduction des inégalités socioéconomiques, le système de réglementations BEE demeure l'un des piliers du contrat social postapartheid porté par l'ANC, faut d'alternative crédible des autres partis de gouvernement. En mai, le Department of Communications and Digital Technologies (DCDT) avait pourtant ouvert la voie à une première concession en permettant de dispenser les fournisseurs de services de télécommunication (dont Starlink) de la nécessité de créer une coentreprise avec un partenaire BEE local[iii]. Mais la volonté de remise en cause du principe BEE par l'administration américaine dépasse ce cas particulier, qui a en outre perdu son caractère prioritaire depuis la prise de distance entre Elon Musk et le Président Trump.

Un coup supplémentaire, mais pas encore fatal, pour une économie sud-africaine déjà fragilisée

Deuxième partenaire commercial[iv], les Etats-Unis représentaient 7,5% des exportations sud-africaines en 2024 (8,2 Mds USD).

- **L'impact devrait être particulièrement visible dans le secteur automobile,** qui représentait 64% des volumes de l'American Growth Opportunity Act (AGOA)[v] en 2024 (28,6 Mds ZAR- 1,4 Md EUR). Mais cette évolution avait déjà été anticipée par la plupart des constructeurs, qui avaient délocalisé leurs chaines de production ces derniers mois : au premier semestre 2025, l'Afrique du Sud n'exportait déjà plus que 2 875 véhicules vers les Etats-Unis (-82% par rapport au S1 2024)[vi]. Cette annonce devrait cependant acter la fermeture de l'usine de Mercedes-Benz à East London, dont 90% de la production (Class-C) était toujours destinée au marché américain[vii]. A moyen terme, la baisse de la production en Afrique du Sud pourrait se diffuser aux réseaux de sous-traitants automobiles (210 usines, 82 000 emplois) et fragiliser la filière en profondeur.
- **Certaines filières agricoles (agrumes, vin, macadamia…) devraient également souffrir**. Si le marché américain représentait 4% des volumes d'exportations agricoles sud-africaines en 2024, cette proportion est bien supérieure pour certains produits. Le puissant lobby des producteurs d'agrumes (CGA) estime que les droits de douane à 30% détruiraient la compétitivité des exportateurs du Western Cape et du Northern Cape, qui s'élevaient à 7 millions de cagettes en 2024[viii]. Bien que relativement modestes (660 M ZAR- 31,6 M EUR), les exportations de vin sud-africain vers les Etats-Unis devraient également être impactées. D'autres marchés de niche, mais créateurs de milliers d'emplois, seront également frappés de plein fouet, comme les noix macadamia décortiquées, dont l'Afrique du Sud est le premier producteur mondial et les Etats-Unis son premier marché d'exportation (52%).
- **Le secteur minier devrait être épargné[ix]**. Ces flux représentent près de 40% des exportations sud-africaines vers les Etats-Unis. Cela concerne principalement (76,3%- 50 Mds ZAR/ 2,4 Mds EUR) des métaux du groupe platine (PGM) qui seront exemptés de ces droits de douane, de même que les exportations de charbon (2 Mds ZAR – 100 M EUR) et de certains minerais (zinc, chrome, manganèse…). A l'inverse, les exportations de diamants et de minerais de fer devraient être soumises au taux de 30% mais celles-ci restent marginales.

Ces mesures frappent une économie déjà vulnérable**. Le gouverneur de la South African Reserve Bank (SARB)[x] Lesetja Kganyago et le ministre des Finances Enoch Godongwana ont estimé que les tarifs américains pourraient coûter jusqu'à 100 000 emplois**. Ce bouleversement commercial intervient alors que l'économie sud-africaine peine à créer de la croissance (+0,1% au T1 2025) et présente des perspectives peu encourageantes (+1,2% en 2025 d'après la SARB)[xi]. Dans un contexte de pessimisme croissant, le rand s'est déprécié de 4,05% par rapport au USD entre le 23 et le 31 juillet. La bourse de Johannesburg (JSE) était en baisse de 1,37% à la mi-journée le 1er août (97 170 pts).

Le gouvernement sud-africain dispose d'une marge de manœuvre limitée pour réagir. Le DTIC a promis des mesures d'accompagnement pour les entreprises impactées : un « bureau de soutien à l'export » devrait ainsi être mis en place pour identifier de nouveaux débouchés commerciaux[xii], notamment en Chine[xiii], au Moyen-Orient et en Afrique. Malgré les contraintes budgétaires, des mesures de soutien ciblées ont été promises par le Président Ramaphosa et pourraient être annoncées prochainement. Une série de mesures (Automotive Production and Development Programme) est par ailleurs à l'étude dans le secteur automobile dans le but de (1) protéger le marché local, (2) favoriser les investissements (notamment chinois)[xiv] et (3) favoriser la valeur ajoutée locale dans le secteur automobile est en préparation.

Les autres pays de la zone obtiennent un sursis relatif (15%)

A l'exception d'Eswatini[xv], le reste des pays d'Afrique australe sont frappés d'un taux supplémentaire de 15%, sensiblement inférieure au niveau annoncé en avril. La décision d'imposer des droits de douane de 15 % sur les exportations du **Lesotho** (contre 50 % annoncé en avril) est une relative bonne nouvelle pour ce pays pauvre, dont près de 30 % des exportations sont destinées aux États-Unis. Le principal secteur concerné est celui du textile (jeans Levi's)[xvi] qui emploie 12 000 personnes dans le pays[xvii], dont 9 000 étaient directement menacées. Ce niveau devrait rendre l'industrie textile lesothane compétitive face à ses concurrents mondiaux, soumis à des droits de douane supérieurs[xviii]. La menace reste cependant tangible : une des trois usines du pays produisant les jeans Levi's aurait déjà licencié 560 employés sur 650 suite à la forte baisse de la demande américaine[xix]. Les droits de douane pour **la Namibie, le Mozambique, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe** ont peu évolué par rapport à ceux annoncés en avril (entre 16 et 21%). L'exposition directe de ces pays est anecdotique : leurs exportations vers les Etats-Unis ne représentent que 0,4% (Zimbabwe) à 4,5% (Malawi) de leurs flux totaux (cf. annexe 1), et sont largement concentrées dans les secteurs exemptés[xx]. Le **Botswana**, qui passe de 37 à 15%, et **l'Angola**, de 32 à 15%, bénéficient d'une forte baisse des droits de douane par rapport à la salve d'avril dernier mais leur exposition était également très limitée.

Des impacts indirects (baisse des prix des hydrocarbures, hausse des cours de l'or, etc.), dont l'ampleur est encore incertaine, pourraient être observés à moyen terme**.** Ainsi, l'imposition par les États-Unis de droits de douane de 50 % sur les produits semi-finis en cuivre, tout en exemptant le cuivre raffiné, a provoqué un effondrement historique des prix sur le marché américain et pourrait désorganiser les flux commerciaux mondiaux. La Zambie, dont l'économie reste très dépendante des exportations de cuivre brut[xxi], pourrait se retrouver fortement exposée. Le Botswana, deuxième exportateur mondial de diamants bruts, pourrait être indirectement pénalisé par les droits de douane de 25 % imposés par l'administration Trump à l'encontre de l'Inde[xxii].

Le gouvernement sud-africain avait déjà annoncé qu'il n'envisageait pas de riposte aux droits de douane américains. Au sein de ce même gouvernement, le ministre des mines et des ressources pétrolières Gwede Mantashe porte une voix singulière, menaçant de bloquer les exportations de métaux critiques en représailles. Cette approche semble cependant peu crédible, compte tenu du rapport de force déséquilibré entre les deux pays.

Annexe 1 : Echanges de biens Etats-Unis / Afrique australe (en MUSD)

Afrique du Sud	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations vers les Etats-Unis	6 247	5 546	6 699	6 440	6 296	7 128	13 105	10 956	8 438	8 231
Total des exportations	81 791	76 587	89 556	95 179	90 419	85 686	123 734	123 615	110 663	110 479
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	7,6%	7,2%	7,5%	6,8%	7,0%	8,3%	10,6%	8,9%	7,6%	7,5%
Importations depuis les Etats-Unis	6 038	5 010	5 512	5 572	5 806	4 423	6 598	8 232	9 212	6 973
Total des importations	85 755	75 126	83 294	94 024	88 216	68 705	93 614	111 878	107 264	101 271
Part des Etats-Unis dans le total des importations	7,0%	6,7%	6,6%	5,9%	6,6%	6,4%	7,0%	7,4%	8,6%	6,9%
Solde de la balance des biens	209	536	1 187	868	490	2 705	6 508	2 724	-774	1 258

Angola	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations vers les Etats-Unis	1 838	1 526	1 076	1 581	929	375	468	628	468	1 166
Total des exportations	44 732	28 058	34 815	42 022	34 819	21 044	33 744	51 269	38 732	36 705
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	4,1%	5,4%	3,1%	3,8%	2,7%	1,8%	1,4%	1,2%	1,2%	3,2%
Importations depuis les Etats-Unis	976	1 698	1 049	789	660	600	531	825	908	921
Total des importations	13 167	14 312	15 462	16 386	14 160	9 340	11 360	17 711	15 749	14 975
Part des Etats-Unis dans le total des importations	7,4%	11,9%	6,8%	4,8%	4,7%	6,4%	4,7%	4,7%	5,8%	6,1%
Solde de la balance des biens	862	-173	27	792	269	-226	-63	-197	-440	245

Botswana	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations vers les Etats-Unis	159	167	129	217	78	59	116	169	112	nc
Total des exportations	6 277	7 376	5 951	6 604	5 215	4 295	7 425	8 308	5 503	nc
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	2,5%	2,3%	2,2%	3,3%	1,5%	1,4%	1,6%	2,0%	2,0%	nc
Importations depuis les Etats-Unis	79	52	86	75	121	45	62	123	85	nc
Total des importations	7 227	6 127	5 328	6 337	6 555	6 520	8 406	8 096	6 417	nc
Part des Etats-Unis dans le total des importations	1,1%	0,8%	1,6%	1,2%	1,8%	0,7%	0,7%	1,5%	1,3%	nc
Solde de la balance des biens	80	115	43	142	-42	13	54	46	27	nc

Eswatini	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations vers les Etats-Unis	15	13	15	11	22	26	18	32	29	nc
Total des exportations	1 736	1 572	1 802	1 851	2 002	1 752	2 068	1 991	2 096	nc
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	0,9%	0,9%	0,8%	0,6%	1,1%	1,5%	0,9%	1,6%	1,4%	nc
Importations depuis les Etats-Unis	21	14	29	24	29	31	32	31	32	nc
Total des importations	1 465	1 300	1 609	1 869	1 842	1 605	2 051	2 124	2 039	nc
Part des Etats-Unis dans le total des importations	1,4%	1,1%	1,8%	1,3%	1,6%	1,9%	1,6%	1,5%	1,5%	nc
Solde de la balance des biens	-6	-1	-14	-12	-7	-5	-14	0	-2	nc

Lesotho	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations vers les Etats-Unis	177	287	306	265	246	241	297	237	157	nc
Total des exportations	610	637	674	733	646	818	978	917	831	nc
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	29,0%	45,1%	45,5%	36,2%	38,1%	29,5%	30,4%	25,8%	18,9%	nc

Importations depuis les Etats-Unis	6	6	8	8	2	3	8	7	7	nc
Total des importations	1 425	1 478	2 068	1 129	1 369	1 481	1 833	1 881	1 735	nc
Part des Etats-Unis dans le total des importations	0,4%	0,4%	0,4%	0,7%	0,1%	0,2%	0,4%	0,4%	0,4%	nc
Solde de la balance des biens	171	282	298	258	244	238	289	229	150	nc

Malawi	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Exportations vers les Etats-Unis	48	58	33	48	50	36	42	49	46	nc
Total des exportations	1 107	1 035	889	880	913	782	1 019	944	1 032	nc
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	4,3%	5,6%	3,7%	5,5%	5,5%	4,6%	4,1%	5,2%	4,5%	nc
Importations depuis les Etats-Unis	51	44	58	39	39	30	113	57	60	nc
Total des importations	2 348	2 232	2 562	2 707	2 941	2 730	3 308	3 095	3 330	nc
Part des Etats-Unis dans le total des importations	2,2%	2,0%	2,3%	1,4%	1,3%	1,1%	3,4%	1,8%	1,8%	nc
Solde de la balance des biens	-3	14	-26	9	11	6	-71	-7	-14	nc

Mozambique	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Exportations vers les Etats-Unis	58	98	50	99	83	60	102	132	114	nc
Total des exportations	3 233	3 355	4 687	5 161	4 722	3 460	5 112	8 199	8 276	nc
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	1,8%	2,9%	1,1%	1,9%	1,8%	1,7%	2,0%	1,6%	1,4%	nc
Importations depuis les Etats-Unis	195	121	112	218	209	154	241	199	180	nc
Total des importations	7 908	5 295	5 762	6 819	7 639	6 438	8 623	14 512	10 092	nc
Part des Etats-Unis dans le total des importations	2,5%	2,3%	1,9%	3,2%	2,7%	2,4%	2,8%	1,4%	1,8%	nc
Solde de la balance des biens	-137	-23	-61	-119	-125	-94	-139	-67	-66	nc

Namibie	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Exportations vers les Etats-Unis	88	127	135	113	137	73	82	129	59	173
Total des exportations	4 619	4 847	5 184	7 488	6 439	5 424	4 461	6 005	5 488	6 533
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	1,9%	2,6%	2,6%	1,5%	2,1%	1,3%	1,8%	2,1%	1,1%	2,7%
Importations depuis les Etats-Unis	81	127	140	166	171	169	173	266	243	281
Total des importations	8 167	6 996	7 033	8 289	7 715	6 613	6 446	7 958	7 239	8 847
Part des Etats-Unis dans le total des importations	1,0%	1,8%	2,0%	2,0%	2,2%	2,6%	2,7%	3,3%	3,4%	3,2%
Solde de la balance des biens	7	0	-6	-53	-34	-96	-91	-137	-185	-107

Zambie	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Exportations vers les Etats-Unis	2	2	4	12	5	24	42	53	57	29
Total des exportations	7 344	6 437	8 157	9 111	6 963	8 061	11 218	11 690	10 536	11 240
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,3%
Importations depuis les Etats-Unis	154	113	108	197	186	121	214	245	256	311
Total des importations	8 884	7 346	8 723	9 552	7 227	5 378	7 112	9 048	10 227	11 224
Part des Etats-Unis dans le total des importations	1,7%	1,5%	1,2%	2,1%	2,6%	2,3%	3,0%	2,7%	2,5%	2,8%
Solde de la balance des biens	-152	-110	-104	-184	-181	-98	-173	-191	-199	-282

Zimbabwe	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Exportations vers les Etats-Unis	2	2	2	2	2	1	9	12	26	nc
Total des exportations	2 704	3 341	3 480	4 038	4 279	4 395	6 036	6 586	7 226	nc
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,2%	0,4%	nc
Importations depuis les Etats-Unis	70	68	40	50	46	56	50	44	42	nc

Total des importations	6 003	5 336	4 962	6 802	4 794	5 643	7 578	8 604	9 202	nc
Part des Etats-Unis dans le total des importations	1,2%	1,3%	0,8%	0,7%	1,0%	1,0%	0,7%	0,5%	0,5%	nc
Solde de la balance des biens	-67	-66	-38	-47	-44	-55	-40	-32	-16	nc

Total Afrique australe	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Exportations vers les Etats-Unis	8 635	7 826	8 449	8 789	7 848	8 022	14 281	12 397	9 505	nc
Total des exportations	154 152	133 245	155 195	173 068	156 418	135 717	195 794	219 524	190 382	nc
Part des Etats-Unis dans le total des exportations	5,6%	5,9%	5,4%	5,1%	5,0%	5,9%	7,3%	5,6%	5,0%	nc
Importations depuis les Etats-Unis	7 670	7 253	7 142	7 136	7 268	5 633	8 021	10 030	11 025	nc
Total des importations	142 350	125 549	136 803	153 914	142 459	114 453	150 330	184 908	173 294	nc
Part des Etats-Unis dans le total des importations	5,4%	5,8%	5,2%	4,6%	5,1%	4,9%	5,3%	5,4%	6,4%	nc
Solde de la balance des biens	965	574	1 306	1 653	580	2 389	6 260	2 367	-1 519	nc

[i] Une autre version de l'accord prévoyait des quotas de 40 000 véhicules par an exonérés de droits de douane, avec un seul plancher de 10% au-delà.

[ii] Le texte prévoit notamment un réexamen complet des relations bilatérales et la possibilité d'imposer des sanctions à certains responsables sud-africains, accusés de corruption ou de violations des droits humains. Le projet de loi reproche à Pretoria ses liens étroits avec la Russie, la Chine, l'Iran et le Hamas, ainsi que son action devant la Cour internationale de justice contre Israël, accusé de génocide à Gaza. À noter que le texte devra encore être adopté par la Chambre des représentants et le Sénat avant d'être promulgué. Le Président Ramaphosa a indiqué suivre les développements autour de ce texte, espérant toutefois que « la diplomatie l'emporte ».

[iii] En contrepartie, les fournisseurs de services télécom comme Starlink devraient s'engager à prendre des mesures de compensations (*equity equivalent*) de soutien à l'écosystème économique local.

[iv] Si l'Union Européenne (UE) est considérée comme un bloc, elle demeure le principal débouché pour les exportations sud-africaines, devant la Chine et les Etats-Unis.

[v] L'AGOA est un accord commercial préférentiel prévoyant la levée des droits de douane à l'importation pour une large gamme de produits en provenance de 32 économies d'Afrique sub-saharienne. L'Afrique du Sud en était le principal bénéficiaire (environ un quart de ses exportations vers les Etats-Unis et 2% de ses exportations totales bénéficiaient ainsi de droits de douane réduits, principalement dans le secteur automobile). L'impact de son non-renouvellement (estimé à -0,05% du PIB sur la croissance par Investec), devient désormais anecdotique dans ce nouveau paradigme.

[vi] BMW et Volkswagen avaient déjà arrêté de produire en Afrique du Sud pour le marché américain.

[vii] Cette usine souffrait déjà des erreurs de positionnement stratégique de Mercedes-Benz et n'était plus rentable. Des discussions auraient d'ores et déjà été initiées pour identifier un potentiel repreneur.

[viii] Alors même que l'inversement des saisons assure généralement des débouchés complémentaires, plutôt qu'une situation de concurrence, pour les producteurs des deux hémisphères.

[ix] Minerals Council « Key South African mineral exports to the US excluded from damaging tariffs » (avril 2025)

[x] Le 31 juillet, la SARB a annoncé une baisse de son taux directeur de 25 points de base (de 7,25% à 7%), une décision justifiée notamment par les incertitudes macroéconomiques et commerciales.

[xi] Prévision revue à la baisse (-0,5) en mai (+ 1,7% initialement).

[xii] Partenaire et rivale de l'ANC au sein du gouvernement d'union nationale (GNU), la Democratic Alliance a ironisé sur l'efficacité d'une telle structure, la qualifiant de « risible ».

[xiii] Le vice-Président Paul Mashatile était en visite en Chine le 16 juillet pour participer à l'ouverture de la China International Supply Chain Expo (CISCE). Paul Mashatile a appelé à un rééquilibrage du commerce bilatéral, soulignant que les exportations sud-africaines vers la Chine sont encore largement dominées par les matières premières. Le vice-Président a également plaidé pour une meilleure visibilité des produits sud-africains sur les grandes plateformes de commerce en ligne chinoises.

[xiv] Outre BYD (projet d'usine de batteries), Great Wall Motors, Chery Auto et Chang'An devraient annoncer prochainement des sites d'assemblage dans le pays. Cependant, ces constructeurs envisagent un modèle *semi-knock down* (SKD), où les véhicules arriveraient préassemblés et où la valeur locale serait minimale (moins de 10%). Pour éviter cela, le DTIC prépare une proposition de politique sectorielle qui consisterait à réhausser les droits de douane pour les véhicules importés de Chine (jusqu'à 50%) et mettre en place des incitations pour que les marques chinoises développent plutôt des usines de type CKD (*completely knock down*) sur le modèle des constructeurs européens qui localisent leur chaine d'approvisionnement, créant ainsi plus d'emplois sur place.

[xv] Comme annoncé en avril, Eswatini conserve des droits de douane limités à 10%. Eswatini est le seul pays de la zone à enregistrer un déficit commercial vis-à-vis des Etats-Unis (- 3 M USD en 2023). En outre, Eswatini est le seul pays africain à reconnaître la République de Chine (Taiwan) plutôt que la République populaire de Chine et a accueilli cinq migrants illégaux des Etats-Unis le mois dernier.

[xvi] L'obligation d'approvisionnement en tissu local comme condition d'éligibilité à l'AGOA pour le secteur textile ne s'applique pas aux PMA, dont l'industrie locale ne permet pas d'assurer un approvisionnement local de textile. Cette disposition permet ainsi au Lesotho d'exporter des jeans (marque Levi's) depuis des usines détenues majoritairement par des investisseurs chinois et taiwanais, assurant localement la transformation de textile importé.

[xvii] L'industrie du textile lesothane produisant pour le marché américain représente 12 000 employés dans 11 usines dont 9 000 étaient directement menacés et 40 000 indirectement par les droits de douane à 50% selon le ministre du commerce lesothan.

[xviii] Vietnam 20% ; Inde 25% ; Bangladesh 20% ; Pakistan 19% ; Cambodge 19 % menace de 30% pour la Chine…

[xix] Le Lesotho a même déclaré le mois dernier l'état de désastre national pour faire face au très haut taux de chômage et aux craintes de pertes d'emplois.

[xx] 61% des exportations namibiennes vers les Etats-Unis étaient constituées d'uranium en 2024 et la quasi-totalité des exportations angolaises sont constituées d'hydrocarbures.

[xxi] Le pays a vendu pour 6,73 Mds USD de cuivre brut en 2023 selon *Trading Economics*, ce qui en fait le premier exportateur mondial de cuivre non-transformé.

[xxii] Ce pays concentre en effet la plupart des capacités mondiales de taille et polissage de diamants, qui sont ensuite réexportés, principalement vers les États-Unis, premier marché de destination finale (9,75 milliards USD en 2024).